

Trudeau a signé un contrat de 81 ans avec Mc Kinsey !!!

écrit par Pikachu | 1 février 2023

Un contrat fédéral pour McKinsey
jusqu'en 2100

A photograph of a stone wall with the words "McKinsey & Company" engraved in a serif font. The text is slightly tilted and appears to be part of a larger architectural element.

Le cabinet-conseil McKinsey a obtenu des dizaines de millions de dollars de la part du gouvernement fédéral canadien au cours des dernières années.

Pourquoi se fatiguer à élire un premier ministre tous les 4 ans ?

Un contrat fédéral pour McKinsey jusqu'en 2100



Le cabinet-conseil McKinsey a obtenu des dizaines de millions de dollars de la part du gouvernement fédéral canadien au cours des dernières années.

Pourquoi se fatiguer à élire un premier ministre tous les 4 ans ?

Ma question vaut pour le Canada : pourquoi y élire tous les 4 ans un

Premier Ministre ? Alors que pour gouverner, on a simplement besoin d'un cabinet de conseil ?

Le Canada l'a bien compris qui a pris un contrat avec McKinsey jusqu'en 2100. Ainsi on pourra se passer de gouvernement puisque la gestion des affaires publiques sera "pilotee" par ces cabinets de conseil.

Est-ce cela la gouvernance mondiale voulue par les mondialistes ? La fin des gouvernements, des services publics, de systèmes de santé ou de retraite, au profit de multinationales comme ce cabinet de conseil McKinsey ou le fond de pension Blackrock ?

Un contrat en informatique du gouvernement fédéral a été

octroyé en 2019 à la compagnie McKinsey pour une durée de 81 ans, soit jusqu'en 2100, a-t-on appris lundi lors d'une audience d'un comité parlementaire qui amorce son enquête sur des contrats d'une valeur de plus de 100 millions de dollars accordés par Ottawa à cette firme de consultants.

À la question du député bloquiste Julie Vignola qui se demandait *ce qui justifie un contrat ouvert pendant les 81 prochaines années*, Amanda Clarke, professeur associé à l'École de politiques publiques et d'administration de l'Université Carleton, a répondu que l'idée d'un pareil contrat lui semblait *scandaleuse*.

Mme Clarke pense que le recours à des sociétés de conseil en gestion au sein de la fonction publique *trahit* les principes d'une administration publique responsable.

Mes recherches suggèrent que la fonction publique fédérale enfreint de plusieurs façons les meilleures pratiques acceptables en matière d'administration publique responsable lorsqu'elle passe des contrats avec de grandes sociétés de conseil en gestion, a-t-elle indiqué.

Mme Clarke convient que des questions légitimes se posent quant aux pratiques de McKinsey en matière d'éthique, mais, à ses yeux, il s'agit là d'une question distincte de celle de l'externalisation du travail de la fonction publique.

Fonction publique fragilisée

Pour cette experte, le recours fréquent d'Ottawa à des firmes de consultants telles que McKinsey est *inévitabile* étant donné le sous-financement en matière de rétention de spécialistes au sein de la fonction publique fédérale.

Dépenser beaucoup d'argent pour obtenir les services de consultants en gestion [...] n'est pas accidentel. C'est une dynamique inévitable au sein d'une fonction publique qui a souffert d'un manque d'investissements en recrutement de

talents et en réforme des pratiques de gestion des ressources humaines, a expliqué Amanda Clarke.

Mme Clarke a été un des premiers témoins entendus dans le cadre de l'enquête parlementaire sur les contrats accordés au cabinet-conseil McKinsey.

Pour sa part, Jennifer Carr, présidente de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada, a parlé de contrats coûteux dont se serait passée la fonction publique. Elle a décrit une **fonction publique fantôme** qui échappe aux normes en vigueur. *Cette fonction publique fantôme obéit à un ensemble de règles totalement différentes.*

C'est un genre de cycle sans fin qui, si nous n'y mettons pas fin, va décimer la fonction publique, a averti Mme Carra, ajoutant que la tendance à la sous-traitance mine le moral des troupes et incite bien des fonctionnaires spécialisés à aller travailler ailleurs.

Contrats de 116 millions pour McKinsey

Au cours des dernières semaines, les imposantes dépenses d'Ottawa à ce chapitre ont été révélées, notamment par Radio-Canada. Celles-ci s'élèvent à 116,8 millions de dollars.

Les données sur des contrats sont un arrêt sur image et sont sujettes à des changements, a précisé Services publics et Approvisionnement Canada la semaine dernière.

Au cours de leur étude en comité, les élus fédéraux entendront aussi les témoignages de ministres fédéraux ainsi que de la haute direction de McKinsey. Mercredi, ce sera au tour de l'ex-patron de la firme, Dominic Barton, de témoigner.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1952222/contrats-consultants-experte-resultat-sous-financement-fonction-publique>